

Guinée : la relève en kaki

Une semaine après
la disparition de
Sékou Touré, l'Armée
prend le pouvoir.
Tradition africaine...

Le scénario est désormais classique ! Chaque fois qu'un pays africain est pris de vertige ou connaît une période de troubles, la première pichenette des militaires peut être fatale à un gouvernement civil vermoulu. Surtout s'il est orphelin. Faut-il dresser le morne inventaire des coups et contrecoups d'Etat ayant secoué le continent noir depuis « les indépendances » ? A peine la Guinée venait-elle de célébrer les obsèques du « guide suprême » de la révolution que les prétoriens imposaient — à leur tour — « l'ordre kaki » à Conakry. Résolu à faire la toilette des écuries d'Augias, un Comité militaire de redressement a promis, mardi 3 avril, de « réhabiliter les martyrs de la dictature sanglante de Sékou Touré ».

Huit jours seulement après la disparition brutale du « Grand Sily » (l'Eléphant), l'armée guinéenne a confisqué, sans effusion de sang, le pouvoir aux héritiers du dictateur. Une « âpre lutte » pour la succession s'était engagée, selon les militaires, entre « ses compagnons aux mains encore tachées de sang de tant d'innocents, avides de pouvoir et coupables de la corruption généralisée du gouvernement et de ses institutions ». Les prétendants se répartissaient en trois clans. D'abord celui de Lansana Béavogui, Premier ministre et véritable homme Protée du « système Sékou ». On ne lui connaissait que peu d'ennemis et il apparaissait comme le mieux placé pour succéder au président défunt. Ensuite, le clan de la « famille », incarné par Ismaël Touré, demi-frère du Président, ministre des Mines et de la Géologie. L'homme fort, en vérité, du régime. Haï parce qu'il avait la réputation d'être plus sanguinaire encore que son aîné, il ne cachait pas son aversion pour l'Union soviétique et les pays du camp socialiste. Provocation ? Il aimait rouler dans une « belle américaine » et ne dissimulait pas sa richesse, alors que la Guinée

est classée comme l'un des pays les plus pauvres du monde. Enfin, Moussa Diakité, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, et Mamadi Keita, ministre de l'Education nationale, ne manquaient ni d'appuis ni d'ambition. Ils s'étaient, eux aussi, illustrés dans la répression la plus impitoyable. Puis avaient tenté de freiner l'ouverture vers l'Ouest du chef de l'Etat. Exit donc les héritiers...

Qui sont donc ces soldats de l'an I, ces redresseurs de torts qui s'engagent à créer « une véritable démocratie » ? La liste des membres du Comité, dix-huit militaires, n'apporte que peu d'éclairage sur leur véritable « profil ». Le colonel Lansana Conte, chef des putschistes, était comman-

dictateur, axée sur des relations subtiles avec l'Occident. En particulier avec la France, l'ancienne puissance coloniale. Des assurances en ce sens auraient été discrètement données à Paris, ainsi qu'à Washington. Pas question, a priori, de renversement d'alliance, mais une réaffirmation des engagements souscrits par l'ancien régime.

Reste, pour cette armée mal payée et mal équipée, une tâche immense. L'étendue de la ruine économique, morale et culturelle est telle que la « mission de redressement » paraît à l'avance compromise. Déçus et désabusés, les Guinéens ne croient plus à rien. Certes, dans les premières heures du putsch, les militaires ont libéré du sinistre camp Boiro, à l'entrée de la



Les funérailles d'Ahmed Sékou Touré, à Conakry, le 30 mars.

dant de la région de Boké, dans le nord-ouest du pays. Il est membre de l'ethnie Sousou, l'une des plus importantes de Guinée. Certains d'entre eux, semble-t-il, ont été formés en U.R.S.S. Mais Moscou, depuis dix ans, a pratiquement perdu toute influence à Conakry. Une surveillance renforcée avait été établie aux abords des ambassades soviétique et libyenne, au lendemain de la mort de Sékou Touré. Comme le faisait remarquer un diplomate français : « La première proclamation du Comité militaire n'utilise pas la phraséologie marxiste » pour légitimer sa prise de pouvoir. La langue de bois n'est pas de mise.

Une addition de signes laisse à penser que les militaires vont poursuivre la politique étrangère du défunt

capitale, des dizaines de prisonniers politiques. Et il n'est pas exclu qu'ils invitent la diaspora guinéenne — près de 2 millions de personnes — à rentrer au pays.

« Nul ne sera jamais inquiété en Guinée pour ses idées », proclame un document en dix points adopté par le Comité. En outre, les militaires ont déjà affirmé vouloir des réformes de structures et une autre politique monétaire. Enfin, ils se font apparemment les avocats de l'initiative privée et de la libre entreprise.

Mais la réponse abrupte des prétoriens aux multiples excès de l'ère Sékou Touré ne résoudra pas, dans l'immédiat, le désastre consécutif à vingt-six ans de dictature. Est-il excessif d'espérer qu'ils ne le prolongeront pas ? **CHRISTIAN HOCHÉ**